



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 18 de l'ordre du jour

Questions de politique macroéconomique

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteuse : M^{me} Prathma Uprety (Népal)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 17 septembre 2021, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-seizième session la question intitulée :

« Questions de politique macroéconomique :

- a) Commerce international et développement ;
- b) Système financier international et développement ;
- c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement ;
- d) Produits de base ;
- e) Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable ;
- f) Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable ;
- g) Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable. »

et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. À sa 1^{re} séance, le 1^{er} octobre 2021, la Commission, tenant compte de la situation créée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des restrictions qu'il est recommandé d'appliquer à titre préventif à la tenue de réunions dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies afin de contenir la propagation de la COVID-19,

* Le rapport de la Commission sur cette question est publié en huit parties, sous les cotes [A/76/531](#), [A/76/531/Add.1](#), [A/76/531/Add.2](#), [A/76/531/Add.3](#), [A/76/531/Add.4](#), [A/76/531/Add.5](#), [A/76/531/Add.6](#) et [A/76/531/Add.7](#).



ainsi que des solutions qui s'offrent à elle sur le plan technique et du point de vue de la procédure, et ayant à l'esprit le document de séance de son bureau sur les travaux de la Commission pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale¹, a approuvé ses modalités de travail pour la soixante-seizième session telles qu'elles sont décrites dans le document intitulé « Organisation des travaux de la Deuxième Commission² ».

3. La Commission a convoqué des séances informelles virtuelles le 13 octobre 2021 afin d'entendre des déclarations liminaires et de tenir une discussion générale sur la question et les questions subsidiaires en même temps que sur le point 19 de l'ordre du jour, intitulé « Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement ». Le compte rendu des séances informelles virtuelles figure à l'annexe du présent rapport. On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu à ses 2^e à 5^e séances, les 5, 6 et 8 octobre³. La Commission s'est prononcée sur la question à ses 7^e à 10^e séances, les 18, 22 et 23 novembre⁴. Il sera rendu compte de la suite des débats de la Commission sur la question dans les additifs au présent rapport.

4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

Point 18

Questions de politique macroéconomique

Pour l'examen de cette question, la Commission n'était saisie d'aucun document.

Point 18 a)

Commerce international et développement

Rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa soixante-dixième réunion directive, tenue à Genève du 3 au 5 février 2021 [[A/76/15 \(Part I\)](#)]

Rapport du Conseil du commerce et du développement sur les travaux de sa soixante-huitième session, tenue à Genève du 21 juin au 2 juillet 2021 [[A/76/15 \(Part II\)](#)]

Rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa trente-deuxième session extraordinaire, tenue à Genève du 6 au 8 et le 17 septembre 2021 [[A/76/15 \(Part III\)](#)]

Rapport du Secrétaire général sur les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement ([A/76/310](#))

Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par le secrétariat de la CNUCED sur le commerce international et le développement ([A/76/213](#))

Point 18 b)

Système financier international et développement

Rapport du Secrétaire général sur le système financier international et le développement ([A/76/230](#))

¹ Disponible à l'adresse www.un.org/en/ga/second/76/crp1bureaupaper.pdf.

² Voir [A/C.2/76/L.1](#).

³ Voir [A/C.2/76/SR.2](#), [A/C.2/76/SR.3](#), [A/C.2/76/SR.4](#) et [A/C.2/76/SR.5](#).

⁴ Voir [A/C.2/76/SR.7](#), [A/C.2/76/SR.8](#), [A/C.2/76/SR.9](#) et [A/C.2/76/SR.10](#).

Point 18 c)**Soutenabilité de la dette extérieure et développement**

Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur la viabilité de la dette extérieure et le développement, établi par le secrétariat de la CNUCED (A/76/214)

Point 18 d)**Produits de base**

Rapport du Secrétaire général sur les tendances et perspectives mondiales des produits de base (A/76/215)

Point 18 e)**Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable**

Pour l'examen de cette question, la Commission n'était saisie d'aucun document.

Point 18 f)

Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable

Pour l'examen de cette question, la Commission n'était saisie d'aucun document⁵.

Point 18 g)**Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable**

Note du Secrétariat intitulée « Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable » (A/76/243).

⁵ Conformément à la résolution 74/206, le secrétariat de la CNUCED a réservé une section consacrée à cette question dans le rapport intitulé « SDG Pulse » et le Rapport sur le commerce et le développement, qui peuvent être consultés en ligne respectivement aux adresses suivantes : <https://sdgpulse.unctad.org/> et <https://sdgpulse.unctad.org/illicit-financial-flows/>.

Annexe

Discussion générale

1. Conformément aux modalités d'organisation des travaux (A/C.2/76/L.1), lors de séances virtuelles informelles tenues le 13 octobre 2021, la Deuxième Commission a tenu une discussion générale sur le point 18 de l'ordre du jour et sur les alinéas a) à g) de celui-ci, en même temps que sur le point 19, intitulé « Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement », au cours de laquelle elle a entendu des déclarations liminaires de la Présidente du Conseil du commerce et du développement (République-Unie de Tanzanie), de la Secrétaire générale de la CNUCED et d'un économiste de la Division des politiques et de l'analyse économiques (Département des affaires économiques et sociales) (au titre de l'alinéa a) du point 18), de la Chef du Service de l'analyse et de l'élaboration des politiques du Bureau du financement du développement durable (Département des affaires économiques et sociales) (au titre de l'alinéa b) du point 18), de la Chef du Service de la dette et du financement du développement de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement (CNUCED) (au titre des alinéas c) et f) du point 18), de la responsable de la Division du commerce international et des produits de base (CNUCED) (au titre de l'alinéa d) du point 18), et du Chef du Service des politiques d'investissement de la Division de l'investissement et des entreprises (CNUCED) (au titre de l'alinéa g) du point 18).

2. La Secrétaire générale de la CNUCED a également fait une allocution spéciale sur les résultats des travaux de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue virtuellement du 3 au 7 octobre et organisée par la Barbade.

3. À la séance informelle virtuelle tenue dans la matinée du 13 octobre, des déclarations ont été faites par le représentant de la Guinée (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), les représentantes du Kazakhstan (au nom du Groupe des pays en développement sans littoral) et du Maroc (au nom du Groupe des États d'Afrique), les représentants de l'Indonésie (au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), de la Jamaïque (au nom de la Communauté des Caraïbes) et d'Antigua-et-Barbuda (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), les représentantes du Qatar et de la Thaïlande, les représentants de l'Éthiopie, de la Chine, de la République arabe syrienne, de l'Équateur, d'El Salvador et de la République islamique d'Iran, la représentante de l'Égypte, le représentant du Ghana, la représentante de Cuba et les représentants du Burkina Faso, du Bangladesh et du Zimbabwe.

4. Au cours de la séance informelle qui a suivi, dans l'après-midi du 13 octobre, des déclarations ont été faites par les représentantes de la Malaisie et du Costa Rica, le représentant du Cameroun, la représentante de la République dominicaine, les représentants du Sénégal, des Maldives et de la Fédération de Russie, les représentantes du Bélarus, de la République bolivarienne du Venezuela et du Nigéria, le représentant de la Zambie, la représentante de l'Angola, le représentant du Togo et la représentante de l'Arabie saoudite, ainsi que par l'observateur du Saint-Siège et la représentante du Centre du commerce international.

5. Les déclarations faites au titre de cette question qui ont été communiquées au Secrétariat peuvent être consultées dans le référentiel eStatements de la version en ligne du *Journal des Nations Unies*¹.

¹ Voir <https://journal.un.org/fr/meeting/officials/c53cd100-a51a-ec11-8311-0abf1fa886b5/2021-10-13> et <https://journal.un.org/fr/meeting/officials/8a3bd3f9-2efe-ea11-9116-0050569e8b67/2021-10-13/statements>.